



CONVENTION DE STAGE EN ENTREPRISE EN FRANCE MÉTROPOLITAINE OU DANS UN DROM
ANNÉE SCOLAIRE 2023 - 2024

Concernant le stagiaire :

Nom : 1 H E L. L i

Prénom : *Mr J.*

Adresse : 7 rue Victor Hugo 63510 AUZNAT

Date de naissance : 30/01/20 Nationalité : Française

Inscrit en formation de : RTS sid

N° indicatif :

--

7	6	3
---	---	---

3	0
---	---

0	0	3	8
---	---	---	---

2

Volume horaire d'enseignement par année ou par semestre :

Entre :

Nom et adresse complète de l'organisme ou de l'entreprise d'accueil

Adresse du lieu de stage (si différent)

LA MONTAGNE
S.A. au capital de 609 796,07 €
Siège Social: 45 rue du Clos Four
63056 CLERMONT-FERRAND CEDEX 2
RCS 856 200 159
Tél. 04 73 17 17 17 - Fax 04 73 17 17 31

Représenté par M. DURAND Marie, en sa qualité de DRH
et :

Le Centre national d'enseignement à distance, établissement public national à caractère administratif, placé sous la tutelle du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, sis Téléport 2 - 2 Bd Nicéphore Niepce - BP 80300 - 86963 Futuroscope Chasseneuil cedex, représenté par son Directeur général en exercice.

et ci-après dénommé le « CNED ».

Pour la période du 4/12/23 au 16/01/24 pour une durée totale (présence effective) de 6 semaines :
☐ à temps complet ☐ à temps partiel (quotité ou nombre d'heures :)

Pour la période du au pour une durée totale (présence effective) de semaines :
☐ à temps complet ☐ à temps partiel (qualité ou nombre d'heures :)

Pour la période du au pour une durée totale (présence effective) de semaines :
☐ à temps complet ☐ à temps partiel (quotité ou nombre d'heures :)

Pour la période du au pour une durée totale (présence effective) de semaines :
☐ à temps complet ☐ à temps partiel (qualité ou nombre d'heures :)

Étant préalablement rappelé que :

Le CNED est un établissement public national à caractère administratif, dont la mission est de dispenser et de promouvoir un enseignement et des formations à distance dans le cadre de la formation initiale, de la formation professionnelle continue et de l'éducation permanente, en faisant appel notamment aux technologies d'information et de communication.

Dans le cadre de la formation dispensée par le CNED, une période de formation en milieu professionnel, obligatoire, est mise en œuvre par le CNED en collaboration avec... **LA MONTAGNE**.... (nom de l'entreprise).

Le terme de « stage » sera employé pour désigner indifféremment toute période de formation en milieu professionnel.

Le terme de « stagiaire » sera employé pour désigner la personne inscrite au CNED et accomplissant, dans le cadre de sa formation, une période de formation en milieu professionnel.

La présente convention a pour objet de préciser le cadre général de la collaboration entre les parties signataires.

En conséquence de quoi il est arrêté et convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention.

La présente convention a pour objet la mise en œuvre, au bénéfice du stagiaire ci-dessus désigné, d'un stage en entreprise réalisé dans le cadre de l'enseignement dispensé par le CNED.

La convention comprend des dispositions générales et des dispositions particulières constituées par les annexes pédagogique et financière.

Article 2 : Modalités

Les modalités pédagogiques de la période de stage sont définies dans l'annexe pédagogique laquelle fait partie intégrante de la présente convention.

Les modalités de prise en charge des frais afférents à la période de stage, ainsi que les modalités d'assurances sont définies dans l'annexe financière laquelle fait partie intégrante de la présente convention.

La convention accompagnée de ses annexes est signée par le Directeur général du CNED ou son représentant autorisé et le représentant de l'entreprise ou de l'organisme d'accueil.

Elle est également visée par le stagiaire ou, s'il est mineur, par son représentant légal. Elle doit en outre être portée à la connaissance de l'équipe pédagogique et du tuteur en entreprise chargés du suivi du stagiaire.

La convention est ensuite adressée au stagiaire ou, à son représentant légal s'il est mineur pour information.

Article 3 : Statut du stagiaire - droits et obligations.

Le stagiaire :

- demeure durant son stage en entreprise rattaché au CNED
- reste sous l'autorité et la responsabilité du CNED
- ne peut prétendre à aucune rémunération de l'entreprise ou de l'organisme d'accueil. Toutefois, il peut prétendre à une gratification de l'entreprise ou l'organisme. Le versement de cette gratification est obligatoire dans certaines conditions précisées à l'annexe financière de la présente convention.
- ne doit pas être pris en compte pour l'appréciation de l'effectif de l'entreprise ou de l'organisme d'accueil et ne peut participer à une quelconque élection professionnelle
- est soumis aux règles générales en vigueur dans l'entreprise ou l'organisme d'accueil, notamment en matière de sécurité, d'horaires, de discipline, de durées maximales de présence, de présence de nuit, de repos quotidien, de repos hebdomadaire et de jours fériés, ou encore de de visite médicale, sous réserve des dispositions des articles 4 à 8 de la présente convention. À ce titre, le chef d'entreprise ou le responsable de l'organisme d'accueil s'engage à communiquer précisément au stagiaire toutes les règles de sécurité nécessaires au bon déroulement du stage, à la préservation des personnes et des biens.
- est soumis au respect de certaines clauses du règlement intérieur définies au sein de l'annexe pédagogique.
- bénéficie, dans les mêmes conditions que les salariés, des protections et droits mentionnés aux articles L.1121-1, L.1152-1 et L.1153-1 du code du travail en ce qui concerne la restriction des droits et libertés et la lutte contre le harcèlement moral et sexuel.
- est tenu au respect du secret professionnel
- peut accéder aux activités sociales et culturelles mentionnées à l'article L2323-83 du Code du travail dans les mêmes conditions que les salariés de l'organisme d'accueil.
- est associé aux activités de l'entreprise ou de l'organisme d'accueil concourant directement à l'action pédagogique. En aucun cas, sa participation à ces activités ne doit porter préjudice à la situation de l'emploi dans l'entreprise ou l'organisme d'accueil.
- ne doit pas avoir pour mission l'exécution d'une tâche régulière correspondant à un poste de travail permanent en vue de faire face à un accroissement temporaire d'activité, d'occuper un emploi saisonnier, ou de remplacer un salarié en cas d'absence.

Article 4 : Congés et autorisations d'absence.

Le stagiaire, dont la présence au sein de l'organisme d'accueil est comprise entre 2 et 6 mois, a droit à des congés et peut bénéficier d'autorisations d'absence.

La circonstance de grossesse, de paternité ou d'adoption permet au stagiaire de bénéficier de congés et d'autorisations d'absence spéciales d'une durée équivalente à celles prévues dans le code du travail pour les salariés.

Une obligation attestée par le CNED peut également être le fondement d'une autorisation d'absence.

Article 5 : Interruption de la période de stage- report du stage.

L'interruption du stage liée notamment à la maladie, un accident, la grossesse, la paternité, ou encore l'adoption n'est pas un obstacle à la validation de cette période par le CNED en vue de l'obtention du diplôme. Cette circonstance s'applique également lorsque le stage est interrompu, en accord avec le CNED, en cas de non-respect des stipulations pédagogiques de la convention ou en cas de rupture de la convention par l'organisme d'accueil. Dans ce même objectif, une modalité alternative de validation peut être proposée au stagiaire. Les parties à la convention ont également la possibilité de convenir d'un report de la période de formation pour permettre la validation de la formation.

Article 6 : Sécurité et santé des stagiaires.

Par principe, il est interdit de confier au stagiaire des missions susceptibles de mettre en danger sa santé et sa sécurité. Néanmoins, des dérogations existent. Les activités pouvant présenter des risques sont strictement encadrées selon les dispositions ci-dessous.

Article 6-1 : Activités présentant des risques particuliers.

En application de l'article L.4154-2 du Code du travail, le stagiaire affecté à un poste de travail présentant des risques particuliers pour sa santé ou sa sécurité doit bénéficier d'une formation renforcée à la sécurité ainsi que d'un accueil et d'une information adaptés dans l'entreprise ou l'organisme d'accueil.

Article 6-2 : Dérogation pour l'exercice de travaux interdits dans le cadre d'un stage au titre d'une formation industrielle.

En application des articles R.4153-38 à 52 du Code du travail, l'affectation d'un jeune mineur âgé de 15 à 18 ans sur un poste nécessitant l'exécution de travaux interdits est subordonnée à la délivrance d'une autorisation de déroger par l'inspection du travail au profit de l'employeur.

La demande de dérogation, où figure la liste des machines ou travaux normalement interdits, est adressée par le chef d'entreprise à l'inspecteur du travail. Cette dernière est délivrée pour une durée de trois ans.

L'avis d'aptitude médicale aura préalablement été donné par le médecin du stagiaire. L'exécution des travaux précités doit être encadrée par des personnes compétentes désignées comme telles dans l'autorisation.

Seul le stagiaire titulaire d'un CAP correspondant à l'activité qu'il exerce bénéficie d'une dérogation permanente d'autorisation sous réserve de l'avis favorable du médecin du travail.

Article 6-3 : Habilitation électrique, dans le cadre d'un stage au titre d'une formation industrielle.

Le stagiaire mineur titulaire d'un CAP correspondant aux activités qu'il exerce ou le stagiaire majeur ayant intervenu au cours de son stage sur des installations et des équipements électriques ou à leur voisinage doit être habilité par l'employeur en fonction de la nature des travaux à effectuer.

Cette habilitation ne peut être accordée qu'à l'issue d'une formation aux risques électriques suivie par le stagiaire préalablement à toute intervention de sa part sur les matériels en question.

Article 7 : Durée réglementaire du travail.

Le stagiaire est soumis à la durée hebdomadaire légale ou conventionnelle si celle-ci est inférieure à la durée légale. Si le stagiaire majeur est soumis à une durée hebdomadaire modulée, la moyenne des durées de travail hebdomadaire effectuée lors du stage ne peut excéder les limites indiquées ci-dessus. Seul l'élève majeur autorisé par le CNED peut être incorporé à une équipe de nuit. La durée de travail du stagiaire mineur ne peut excéder 8 heures par jour et 35 heures par semaine. Son repos hebdomadaire est au minimum de 2 jours consécutifs, comprenant le dimanche sauf dérogation légale. Pour chaque période de 24 heures, la période minimale de repos quotidien est de 14 heures consécutives pour le stagiaire de moins de 16 ans et de 12 heures consécutives pour le stagiaire de 16 à 18 ans. Au-delà de 4h30 de travail quotidien, le stagiaire mineur bénéficie d'une pause d'au moins 30 minutes consécutives. Le travail de nuit est interdit au stagiaire de 16 à 18 ans entre 22 heures le soir et 6 heures le matin, et au stagiaire de moins de 16 ans entre 20 heures et 6 heures. Ces dispositions ne souffrent d'aucune dérogation.

Article 8 : Assurances.

8-1 Assurance responsabilité civile.

Le chef d'entreprise ou le responsable de l'organisme d'accueil prend les dispositions nécessaires pour garantir sa responsabilité civile chaque fois qu'elle sera engagée :

- soit en souscrivant une assurance particulière garantissant sa responsabilité civile en cas de faute imputable à l'entreprise ou à l'organisme d'accueil à l'égard du stagiaire,
- soit en ajoutant à son contrat déjà souscrit « responsabilité civile entreprise » ou « responsabilité civile professionnelle » un avenant relatif au stagiaire.

L'État étant son propre assureur, les services ou établissements publics administratifs de l'État accueillant des stagiaires sont dispensés d'une telle souscription.

En tout état de cause, l'absence d'assurance ne saurait exonérer l'organisme d'accueil (public ou privé) d'une responsabilité avérée dans le cas d'un dommage survenu de son fait.

Le CNED contracte une assurance couvrant la responsabilité civile des stagiaires pour les dommages qu'ils pourraient causer pendant la durée ou à l'occasion de leur stage. Les dommages survenant en dehors de l'entreprise ou de l'organisme d'accueil et lors d'activités extérieures au stage ne sont couverts ni par la législation sur les accidents du travail ni par l'assurance souscrite par le CNED.

En conséquence, il appartient au stagiaire, ou à son représentant légal s'il est mineur, de souscrire une assurance couvrant tant les dommages qu'il pourrait causer que ceux dont il pourrait être victime.

8-2 Assurance automobile.

En cas d'utilisation par le stagiaire d'un véhicule appartenant à l'entreprise ou l'organisme d'accueil, ce dernier devra veiller à ce que les clauses du contrat d'assurance automobile qu'il a contracté couvre le conducteur « stagiaire » pour les dommages qu'il pourrait subir ou provoquer du fait du déplacement demandé.

En cas d'utilisation de son véhicule personnel pour les besoins du stage, le stagiaire n'est garanti que par l'assurance qu'il a lui-même souscrite.

Le CNED décline toute responsabilité dans le cas d'un dommage quelconque lié à l'utilisation d'un véhicule automobile appartenant au stagiaire ou mis à la disposition de ce dernier par l'entreprise ou l'organisme d'accueil.

Article 9 : Protection sociale du stagiaire.

Pendant la durée du stage, le stagiaire, quelle que soit sa nationalité, pris en charge par un régime de sécurité sociale français reste affilié à son système de sécurité sociale antérieur. Le stagiaire ressortissant de l'Union européenne, de l'Espace économique européen ou de la Suisse doit demander à l'institution de sécurité sociale dont il relève une carte européenne d'assurance maladie. Cette carte permet la prise en charge des soins médicaux par la caisse primaire d'assurance maladie du lieu du stage pour le compte de son institution de sécurité sociale.

Le stagiaire ressortissant d'un pays tiers mais relevant d'un régime de sécurité sociale d'un pays de l'Union européenne, hors le Danemark, doit demander à l'institution de sécurité sociale dont il relève une carte européenne d'assurance maladie. Cette carte permet la prise en charge des soins médicaux par la caisse primaire d'assurance maladie du lieu du stage pour le compte de son institution de sécurité sociale.

Les stagiaires ressortissant d'un pays tiers signataire d'un accord bilatéral avec la France, doivent se procurer auprès de leur organisme de sécurité sociale le formulaire leur permettant de se faire rembourser les soins médicaux qu'ils pourraient être amenés à accomplir sur le territoire de la France métropolitaine ou dans un Dom durant leur séjour. Le stagiaire ressortissant d'un pays tiers non signataire d'un accord bilatéral avec la France et non pris en charge par un régime de sécurité sociale français, est inscrit par le chef de l'entreprise ou par le responsable de l'organisme d'accueil auprès de la caisse primaire d'assurance maladie du lieu du stage et bénéficie de la même protection sociale que les salariés français.

Article 10 : Accidents du travail.

Article 10-1 : Situation des inscrits relevant de l'enseignement scolaire et supérieur, hors inscrits relevant de la FPC

En application des articles L.412-8 et R.412-4 du Code de la sécurité sociale, les stagiaires bénéficient des garanties au titre de la législation sur les accidents du travail posée aux articles L.411-1 et suivants du code de la sécurité sociale. Cette dernière couvre :

- l'activité sur les lieux de stage et aux heures/modalités mentionnées dans la convention,
- les trajets entre son domicile (ou le domicile qu'il occupe pour les besoins du stage) et chacun des lieux de stage mentionnés (s'il y en a plusieurs),
- les déplacements effectués pour les besoins du stage et selon les modalités mentionnées dans la convention de stage.

S'il est versé au stagiaire une gratification dont le montant dépasse le seuil correspondant au produit de 15 % du plafond de la sécurité sociale et du nombre d'heures de stage effectuées au cours du mois considéré, avantages en nature compris, les obligations de l'employeur incombent à l'entreprise ou l'organisme d'accueil. Celui-ci s'acquiesce alors des cotisations et contributions de sécurité sociale sur le différentiel entre le montant de gratification perçu et ce seuil, et des obligations de l'employeur en matière d'accident du travail (notamment affiliation du stagiaire et versement des cotisations).

En cas d'accident survenant au stagiaire, (quelque soit le montant de la gratification) soit au cours du travail, soit au cours du trajet, le chef d'entreprise ou le responsable de l'organisme d'accueil s'engage à adresser une déclaration d'accident auprès de la caisse d'assurance maladie dont le stagiaire relève, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception dans les quarante-huit heures, non compris les dimanches et les jours fériés. Il transmet impérativement et sans délais copie de la déclaration au CNED-Politiens.

Article 10-2 : Situation des inscrits dans le cadre de la formation professionnelle continue.

En application des articles L.412-8 et R.412-5 du Code de la sécurité sociale, les stagiaires bénéficient des garanties au titre de la législation sur les accidents du travail posée aux articles L.411-1 et suivants du code de la sécurité sociale. Cette dernière couvre :

- l'activité sur les lieux de stage et aux heures/modalités mentionnées dans la convention,
- les trajets entre son domicile (ou le domicile qu'il occupe pour les besoins du stage) et chacun des lieux de stage mentionnés (s'il y en a plusieurs),
- les déplacements effectués pour les besoins du stage et selon les modalités mentionnées dans la convention de stage.

En cas d'accident survenant au stagiaire, soit au cours du travail, soit au cours du trajet, l'organisme d'accueil est tenu d'en informer le CNED sans délai.

Dès lors, le directeur général du CNED s'engage à adresser une déclaration d'accident auprès de la caisse d'assurance maladie dont le stagiaire relève, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception dans les quarante-huit heures, non compris les dimanches et les jours fériés.

Article 11 : Modalités d'application de la convention.

Le CNED et le chef d'entreprise ou le responsable de l'organisme d'accueil se tiendront mutuellement informés des difficultés (notamment liées aux absences du stagiaire) qui pourraient naître de l'application de la présente convention et prendront, d'un commun accord et en liaison avec l'équipe pédagogique, les dispositions propres à les résoudre, notamment en cas de manquement à la discipline.

Article 12 : Modalités de reconnaissance du stage.

À l'issue de la période de stage, l'entreprise ou l'organisme d'accueil délivre une attestation de stage attestant de l'accomplissement de celui-ci par le stagiaire. Ce document mentionne la durée effective totale du stage, ainsi que le montant total de la gratification versée.

Article 13 : Modifications.

Toute modification de la présente convention devra faire l'objet d'un avenant dûment approuvé par les trois parties.

Article 14 : Prise d'effet et durée de la convention.

La présente convention prend effet à la date de sa signature et est conclue pour la durée du stage définie ci-dessus. Les présentes dispositions sont également applicables aux stages effectués en tout ou en partie durant les vacances scolaires antérieures à l'obtention du diplôme, dans les conditions définies par le règlement particulier du diplôme.

Article 15 : Clause suspensive.

La présente convention est expressément conclue sous la condition suspensive d'une inscription en cours de validité au CNED durant la période de stage. À défaut, le CNED le notifiera par courrier au chef d'entreprise ou au responsable de l'organisme d'accueil et la convention deviendra nulle de plein droit sans aucune indemnisation de part et d'autre.

Article 16 : Résiliation.

La présente convention sera résiliée de plein droit par l'une des parties en cas d'inexécution par l'autre, d'une ou plusieurs de ses obligations contenues dans ses diverses clauses, notamment en cas de manquement à la discipline. Cette résiliation deviendra effective trois jours francs après l'envoi par la partie plaignante d'une lettre recommandée avec accusé de réception exposant les motifs de la plainte, à moins que, dans ce délai, la partie défaillante ait satisfait à ses obligations ou n'ait apporté la preuve d'un empêchement constitutif d'un cas de force majeure. L'exercice de cette faculté ne dispense pas la partie défaillante de remplir les obligations contractées jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. Le stagiaire ne peut rompre définitivement son stage, sous peine d'en perdre le bénéfice à moins d'un motif légitime soumis à la seule appréciation du CNED.

Fait en trois exemplaires à : C. Lermont Ferrand Date : 16/11/12

Organisme d'accueil



Cachet et signature obligatoires

Signature du stagiaire
ou de son représentant légal

Signature obligatoire

Directeur général du CNED

Le directeur général du CNED
et par délégation

Responsable du département
gestion administrative, logistique et technique
de l'UO Cned Langues

Tuteur CNED (Enseignant référent)

Signature obligatoire

Tuteur de stage de l'organisme

Signature obligatoire

ANNEXE FINANCIÈRE

Diplôme préparé ou formation suivie : BTS SIO

NOM, PRÉNOM DU STAGIAIRE : KHÉLIL HEDJ

INDICATIF : ☐ 763 ☐ 319 ☐ 0038 ☐ 2

HÉBERGEMENT : L'entreprise ou l'organisme d'accueil prend en charge les frais d'hébergement :
☐ oui ☒ non
 Montant réel ou forfaitaire :

RESTAURATION¹ L'entreprise ou l'organisme d'accueil prend en charge les frais de restauration :
☐ oui ☒ non
 Montant réel ou forfaitaire :

TRANSPORTS² : Le stagiaire utilise : L'entreprise ou l'organisme d'accueil prend en charge les frais de transport :
☐ le bus ☐ oui
☒ sa voiture ☒ non
☐ le train
 autre moyen de transport (préciser) : Montant réel ou forfaitaire :

AUTRES FRAIS DE STAGE : ☒ sans objet
☐ L'entreprise ou l'organisme d'accueil prend en charge les frais suivants :
 Montant réel ou forfaitaire :

Aucun remboursement de frais de stage ne sera effectué par le CNED au titre de la période de stage.

ASSURANCES : CNED-Poitiers : assurance Maif n° 2087835 J
 pour les activités du stagiaire liées à l'exécution du stage.
 Entreprise ou organisme d'accueil : assurance n°
 Stagiaire (pour couvrir tout dommage causé ou subi par le stagiaire survenant hors de l'entreprise et lors d'activités extérieures au stage, et assurance automobile en cas d'utilisation du véhicule personnel pour les besoins du stage) : assurance(s) n°

VERSEMENT D'UNE GRATIFICATION³ : Le versement est obligatoire, mensuel et forfaitaire, si et seulement si le stage est réalisé au sein d'un organisme d'accueil privé ou public, pendant plus de deux mois consécutifs⁴ ou non consécutifs au cours d'une même année scolaire ou universitaire.
 Dans les autres cas, le versement d'une gratification relève du libre choix de l'organisme d'accueil.
 Montant versé le cas échéant (en euros) :
 Périodicité du versement : ☐ mensuelle ☐ au terme du stage ☐ autre :

¹ En application de l'article L.124.13 du code de l'éducation, le stagiaire doit avoir accès au restaurant d'entreprise ou aux titres-restaurant dans les mêmes conditions que les salariés de l'entreprise d'accueil. Cette obligation n'est pas applicable aux stagiaires de la FPC.² Une partie des frais de transports publics du stagiaire doit être pris en charge par l'entreprise ou l'organisme d'accueil, dans les mêmes conditions que les salariés par application de l'article L.3261-2 du code du travail. Des dispositions particulières sont applicables aux stagiaires de la FPC.³ Les inscrits relevant de la FPC ne relèvent pas de ce dispositif.⁴ La durée du stage est appréciée au regard de la présence effective du stagiaire dans l'organisme d'accueil sous réserve de l'application de l'article L.124.13 du code de l'éducation relatif aux congés.

KHÉLIL



MAIF
Société d'assurance mutuelle à cotisations variables
CS 90000 - 79038 Niort cedex 9
Entreprise régie par le Code des assurances

Contrat renouvelable par tacite reconduction
au 1er janvier prochain

Identifiant : 2087835J
CNED DIRECTION GENERALE
Le 31/08/2023

CNED DIRECTION GENERALE
TELEPORT 2
2 BD NICEPHORE NIEPCE BP 83300
86963 CHASSENEUIL DU POITOU

Attestation d'ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE ASSURANCE MULTIRISQUE **Raqvam Associations et Collectivités**

Année 2023

MAIF atteste que CNED DIRECTION GENERALE a souscrit un contrat d'assurance sous le numéro 2087835J, à effet du 01/01/2023.

Après la première période d'assurance qui s'étend de la date de prise d'effet du contrat au 31 décembre, l'année d'assurance commence le 1er janvier et s'achève le 31 décembre.

Le contrat garantit les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile que la collectivité ou tout bénéficiaire des garanties peut encourir à l'égard des tiers, lors de la survenance d'un événement de caractère accidentel et notamment à l'occasion des activités que la collectivité organise.

Plafonds de la garantie "responsabilité civile"

<input checked="" type="checkbox"/> Dommages corporels	30 000 000 €/sinistre
<input checked="" type="checkbox"/> Dommages matériels et immatériels consécutifs	15 000 000 €/sinistre
La garantie est toutefois limitée, tous dommages confondus à	30 000 000 €/sinistre
<input checked="" type="checkbox"/> Dommages immatériels non consécutifs.....	50 000 €/sinistre
<input checked="" type="checkbox"/> Responsabilité civile produits y compris Intoxication alimentaire.....	5 000 000 €/année d'assurance
dont frais de retrait	1 000 000 €/année d'assurance
<input checked="" type="checkbox"/> Atteintes à l'environnement	5 000 000 €/année d'assurance

La garantie est applicable sans franchise

La présente attestation est établie pour servir ce que de droit mais ne peut engager la MAIF au delà des conditions générales et particulières du contrat dont elle se prévaut.

Pascal DEMURGER
Directeur Général MAIF

Besoin d'aide ? D'informations complémentaires ?



09 78 97 98 99
Appel non surtaxé



gestionsociale@maif.fr



MAIF Gestion spécialisée
79018 Niort cedex 9



200 avenue Salvador Allende
La Frégate Niort
Accueil avec ou sans rdv

Attention ! Cette annexe pédagogique doit être complétée et signée par le tuteur de stage ou entreprise puis par le tuteur (enseignant-référent) CNED. Elle doit ensuite être jointe à la convention de stage qui sera signée par le stagiaire, puis transmise pour signature à l'entreprise, puis au CNED.

ANNEXE PÉDAGOGIQUE

Diplôme préparé ou formation suivie : B.T.S. SIO

Nom et prénom du stagiaire⁵ : K.HELLE HEDT

Indicatif : ☐ VKJ ☐ BLO ☐ 038 ☐ 21

Nom du tuteur en entreprise⁶ : ROUSSEL Bertrand

Fonction : Responsable Support et Parcours Tél. : 04.73.17.65.70

Nom de l'entreprise (ou de l'organisme d'accueil) : LA FLOTTAGE

Nom du tuteur CNED⁷ (enseignant-référent) chargé de suivre le déroulement du stage :

Tél. 05.49.49.94.94

Dates et début et de fin de stage : 04/12/2023 au 16/01/2024

1. Horaires journaliers du stagiaire (à compléter par l'entreprise ou l'organisme d'accueil) :

	Matin (de... à...)	Après-midi (de... à...)	Durée quotidienne
Lundi	<u>8h30 à 12h00</u>	<u>13h30 à 17h00</u>	<u>7</u>
Mardi	<u>11</u>	<u>11</u>	<u>7</u>
Mercredi	<u>11</u>	<u>11</u>	<u>7</u>
Jeudi	<u>11</u>	<u>11</u>	<u>7</u>
Vendredi	<u>11</u>	<u>11</u>	<u>7</u>
Samedi	<u>/</u>	<u>/</u>	<u>/</u>
Dimanche	<u>/</u>	<u>/</u>	<u>/</u>
Total horaire hebdomadaire			<u>35</u>

Le stagiaire est autorisé / n'est pas autorisé à effectuer un travail de nuit, préciser les horaires :

Le stagiaire effectue/n'effectue pas un travail lors de jour(s) férié(s)⁸, préciser les dates : 25/12/2023 et 01/01/2024

Le stagiaire effectue/n'effectue pas un travail le dimanche, préciser les dates :

* Rayer la mention inutile.

2. Objectifs assignés à la période de stage ou de formation en milieu professionnel en liaison avec les objectifs de la formation :

Assurer le support aux utilisateurs de l'entreprise
Prendre en charge des tickets
Gestion de parc & attribution, renouvellement de matériels

Activités prévues en milieu professionnel :

Formation et déploiement des nouveaux postes de travail incluant le transfert de données utilisateurs

Compétences visées :

Windows 10 et 11, Office 365
Actu Director
Active Directory et Intune

⁵ Le nombre de stagiaires présents sur une même période au sein de l'entreprise est limité par décret.

⁶ Le nombre de stagiaires suivis simultanément par ce tuteur au sein de l'entreprise est limité par décret.

⁷ Le nombre de stagiaires suivis simultanément par l'enseignant-référent est limité par décret.

3. Description du matériel ou toute autre information que l'entreprise ou l'organisme de stage s'engage à fournir afin d'aider dans son travail.

PC Portable

4. Modalités d'évaluation de la période de stage ou de formation en milieu professionnel, en référence au règlement d'examen du diplôme préparé :

5. Modalités du suivi du stagiaire par le tuteur de stage en entreprise et le tuteur (enseignant-référent) CNED

Dans le cadre du stage, les tuteurs (en entreprise et le tuteur CNED, enseignant-référent) s'engagent à suivre le stagiaire en organisant des points réguliers.

Précisions complémentaires, le cas échéant :

Fait à : CLERMONT

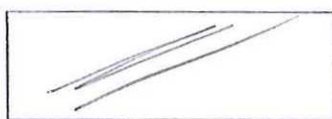
Date : 13/11/2023

Tuteur de stage de l'organisme



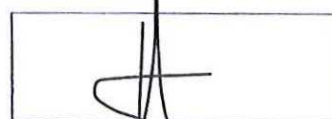
Signature obligatoire

Stagiaire ou représentant légal



Signature obligatoire

Tuteur CNED (enseignant-référent)



Signature obligatoire

La signature de la présente annexe pédagogique valide le volet pédagogique du stage et vaut approbation de la convention de stage afférente, signée par le stagiaire, l'entreprise et le CNED.

☐ Appendice venant compléter l'annexe pédagogique